

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-CINQUIÈME LÉGISLATURE

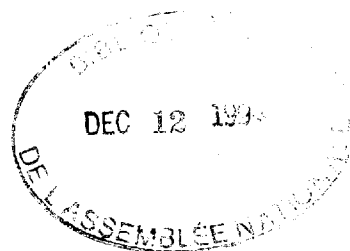
Projet de loi 41

**Loi modifiant le Code de procédure  
civile et la Loi sur les cours  
municipales**

---

**Présentation**

**Présenté par  
M. Paul Bégin  
Ministre de la Justice**



---

**Éditeur officiel du Québec  
1994**

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi modifie le Code de procédure civile et la Loi sur les cours municipales afin de porter de 15 000 \$ à 30 000 \$ la limite de la compétence de la Cour du Québec en matière civile ainsi que celle des cours municipales à l'égard de certains recours en matière civile et, par référence, celle de la Régie du logement.*

*En ce qui concerne les règles applicables en matière civile lors d'un appel, ce projet de loi hausse d'abord de 15 000 \$ à 20 000 \$ le seuil de l'appel de plein droit à la Cour d'appel. Il révisé de plus la procédure de rejet administratif des pourvois à la Cour d'appel, en modifiant certaines règles relatives au délai de production des mémoires en appel, et réduit le délai d'appel applicable en matière d'annulation de saisie avant jugement. Il prévoit en outre que la Cour d'appel peut, sans entendre les parties, rejeter une requête demandant le rejet de l'appel en raison de son caractère abusif ou dilatoire.*

*En matière d'exécution provisoire des jugements en première instance, ce projet de loi prévoit que le tribunal peut, sur demande, ordonner l'exécution provisoire pour quelque raison jugée suffisante.*

*Enfin, ce projet de loi accorde à la Cour d'appel ou à l'un de ses juges compétence pour suspendre l'exécution d'un jugement de cette cour, lorsqu'une partie a l'intention de présenter une demande d'autorisation d'appel à la Cour suprême du Canada.*

## Projet de loi 41

### Loi modifiant le Code de procédure civile et la Loi sur les cours municipales

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** L'article 26 du Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25), modifié par l'article 176 du chapitre 57 des lois de 1992, l'article 2 du chapitre 30 des lois de 1993 et l'article 1 du chapitre 72 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement, à la fin du paragraphe 1 du premier alinéa, du montant de «15 000 \$» par le montant de «20 000 \$».

**2.** L'article 34 de ce code, modifié par l'article 180 du chapitre 57 des lois de 1992, est de nouveau modifié par le remplacement, dans les paragraphes 1, 2 et 3 du premier alinéa, du montant de «15 000 \$» par le montant de «30 000 \$».

**3.** L'article 494 de ce code, modifié par l'article 285 du chapitre 57 des lois de 1992 et l'article 6 du chapitre 30 des lois de 1993, est de nouveau modifié:

1° par l'insertion, dans la deuxième ligne du troisième alinéa et après le mot «jugement», des mots «ou, lorsqu'il s'agit d'une requête pour permission d'appeler d'un jugement qui prononce sur la requête en annulation d'une saisie avant jugement, dans les 5 jours francs de la date de ce jugement»;

2° par l'insertion, dans la deuxième ligne du cinquième alinéa et après «paragraphe 2», des mots «du premier alinéa».

**4.** L'article 501 de ce code est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

«La Cour peut rejeter une requête fondée sur le paragraphe 5 du premier alinéa sans entendre les parties.».

**5.** Les articles 503.1, 503.2 et 503.3 de ce code, édictés par l'article 13 du chapitre 30 des lois de 1993, sont remplacés par le suivant :

« **503.1** Lorsque le mémoire n'est pas signifié et produit dans le délai prévu par l'article 503, l'appel est réputé déserté, à moins que l'appelant, avant l'expiration de ce délai, n'ait signifié et produit au greffe du tribunal une demande de prolongation de délai. Cette demande peut être accordée, sur requête, par l'un des juges de la Cour d'appel pour une période qui, à moins de circonstances exceptionnelles inhérentes à la nature de la cause, n'excède pas 30 jours.

Lorsque l'appelant, dans les délais impartis, n'a pas signifié et produit son mémoire et qu'aucune demande de prolongation de délai n'est pendante ni, le cas échéant, de requête visée à l'article 505.1, le greffier de la Cour d'appel constate le défaut et délivre un certificat attestant que l'appel est déserté avec dépens. ».

**6.** L'article 504.1 de ce code est modifié par le remplacement, dans la première ligne, du mot « soixante » par les mots « quatre-vingt-dix ».

**7.** L'article 505 de ce code, remplacé par l'article 14 du chapitre 30 des lois de 1993, est de nouveau remplacé par les suivants :

« **505.** Lorsque l'intimé ne produit pas son mémoire dans le délai prévu par l'article 504.1, il est forclos de le produire, à moins d'avoir, avant l'expiration de ce délai, signifié et produit au greffe du tribunal une demande de prolongation de délai. Cette demande peut être accordée, sur requête, par l'un des juges de la Cour d'appel pour une période qui, à moins de circonstances exceptionnelles inhérentes à la nature de la cause, n'excède pas 30 jours.

En cas de défaut de production du mémoire par l'intimé dans les délais impartis, la Cour peut refuser de l'entendre. Si l'intimé a formé un appel incident et qu'il ne respecte pas les délais impartis pour la production de son mémoire, l'appel incident est réputé déserté.

« **505.1** Un juge de la Cour d'appel peut, sur requête produite avant l'expiration du délai prévu par l'article 503, fixer, avec le consentement de l'appelant et de l'intimé, un autre délai pour la production de leurs mémoires. ».

**8.** Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 522, du suivant :

« **522.1** La Cour d'appel ou l'un de ses juges peut ordonner, aux conditions qu'il estime appropriées, de suspendre l'exécution d'un jugement de cette cour, sur demande d'une partie qui démontre son intention de présenter une demande d'autorisation d'appel à la Cour suprême du Canada. ».

**9.** L'article 547 de ce code, modifié par l'article 295 du chapitre 57 des lois de 1992, l'article 15 du chapitre 30 des lois de 1993 et l'article 27 du chapitre 28 des lois de 1994, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la troisième ligne du deuxième alinéa, du mot « spéciale » par les mots « jugée suffisante ».

**10.** L'article 792 de ce code, remplacé par l'article 367 du chapitre 57 des lois de 1992, est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, du mot « arpenteur » par le mot « arpenteur-géomètre ».

**11.** L'article 28 de la Loi sur les cours municipales (L.R.Q., chapitre C-72.01) est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 3° du premier alinéa, du montant de « 15 000 \$ » par le montant de « 30 000 \$ ».

**12.** Les dispositions de l'article 1 et du paragraphe 1° de l'article 3 s'appliquent aux causes pendantes en première instance le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur de l'article 1 et du paragraphe 1° de l'article 3 de la présente loi*), mais non aux jugements déjà rendus à cette date et dont les délais d'appel ne sont pas expirés.

**13.** Les dispositions des articles 2 et 11 n'ont pas d'effet à l'égard des causes pendantes devant la Cour supérieure le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur des articles 2 et 11 de la présente loi*).

**14.** Les dispositions des articles 5 et 7 ne s'appliquent pas aux causes inscrites en appel avant le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur des articles 5 et 7 de la présente loi*).

**15.** La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*), à l'exception des dispositions des articles 1 et 2, du paragraphe 1° de l'article 3 et des articles 4 à 7, 9 et 11 à 14 qui entreront en vigueur le (*indiquer ici la date correspondant au quarante-cinquième jour qui suit celui de sa sanction*).